

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > Union européenne & co. (hors France) > Pays (UE) > Santé (pays, UE) > Epidémies, pandémies (santé, pays, UE) > **1000 morts du Covid-19 dans l'État espagnol, pas de fin en vue**

1000 morts du Covid-19 dans l'État espagnol, pas de fin en vue

lundi 23 mars 2020, par [FACET Laia](#) (Date de rédaction antérieure : 20 mars 2020).

À la date du 20 mars, plus de 1 000 personnes [1725 au 22 mars] étaient décédées du Covid-19 dans l'État espagnol, ce qui le place au quatrième rang mondial, derrière la Chine, l'Italie et l'Iran, en nombre de victimes et de personnes contaminées. Près d'un tiers des infections sont situées à Madrid et il n'y a pas de fin en vue, bien que le Premier ministre Pedro Sánchez (PSOE) ait ordonné le confinement de tout le pays au début de la semaine. Dans cette interview, Laia Facet, militante d'Anticapitalistas, répond aux questions de No Borders News et explique l'attitude de la gauche, des syndicats et des mouvements sociaux, y compris des puissants mouvements féministes de l'État espagnol.

No Borders News : Peux-tu décrire l'état de la pandémie dans ton pays ou dans ta ville. Combien de personnes sont-elles contaminées ? Combien de personnes sont-elles décédées ? À quoi les experts s'attendent-ils dans les prochaines semaines en ce qui concerne la vitesse de propagation de la contagion.

Laia Facet : Selon le ministère de la santé, à la date du 17 mars, il y avait plus de 13 000 cas et 598 décès, mais ce chiffre a dépassé les 1 000 le 20 mars. De nombreuses mesures de confinement sont arrivées trop tard, nous devons donc attendre plusieurs jours avant de savoir si elles permettent ou non d'aplatir la courbe, ce qui est le principal objectif sanitaire actuel.

NBN : Quelles ont été les mesures pratiques prises par le gouvernement espagnol en réponse à la crise ? A-t-il agi de manière responsable ou a-t-il été pris au dépourvu ? Peux-tu décrire brièvement les mesures que le gouvernement prend actuellement pour limiter la propagation du virus et traiter les personnes infectées par le Covid-19. Y a-t-il un état d'urgence, les écoles sont-elles fermées, etc. ?

LF : Comme je l'ai dit, les mesures de confinement sont arrivées tardivement. À aucun moment le gouvernement n'a prévu que le virus pourrait se répandre autant et aussi rapidement qu'il l'a fait. Nous avons sous-estimé le Covid-19.

Cela a créé des pénuries de fournitures essentielles telles que les masques et autres fournitures médicales dans les centres médicaux et les hôpitaux dans tout l'État espagnol. Par exemple, il n'y a pas assez de tests pour détecter le virus. Actuellement, de nombreuses personnes présentant des symptômes n'ont pas pu se faire tester.

Le vendredi 13 mars, tous les établissements d'enseignement supérieur ont été fermés. Et pendant le week-end et les premiers jours de cette semaine, plusieurs mesures de santé publique ont été prises : fermeture de certains établissements commerciaux (restaurants, bars, etc.) ; travail à domicile là où c'est possible ; restriction de la mobilité de toutes les personnes à l'exception des activités essentielles, des soins aux personnes ayant besoin d'aide ou des courses ; fermeture des

frontières et interdiction des manifestations sportives et culturelles. Mais en n'ordonnant pas la fermeture de toutes les entreprises à l'exception des entreprises de première ligne comme les pharmacies et les supermarchés, le gouvernement continue à mettre la population en danger alors que cela n'est absolument pas nécessaire.

NBN : Comment votre système de santé a-t-il répondu à la crise ? Quelles sont les principales faiblesses de votre système de santé ? Quelles sont ses plus grandes forces ?

LF : L'État espagnol a un système de santé publique assez solide par rapport aux autres pays de l'Union européenne. Cependant, il présente des déficiences importantes, comme le soulignent depuis de nombreuses années les syndicats et les mouvements sociaux. Celles-ci découlent surtout des coupes budgétaires et des politiques d'austérité qui ont suivi la crise économique de 2008, notamment le manque de personnel et la pénurie de lits, de ressources, de recherche, etc., dont une grande partie a été privatisée. Covid-19 a brisé ces maillons faibles, entraînant un effondrement des ressources et du personnel de la santé publique.

Il existe également un système de santé privé parallèle qui accapare une proportion importante des ressources, tant en matière de recherche, d'infrastructures de santé que de lits d'hôpitaux. Dans les premiers jours de la crise, une revendication très populaire était de transférer toutes les ressources de santé privées vers la santé publique. Cette revendication a émergé dans un contexte où les patients qui tentaient de se rendre dans des cliniques privées étaient refusés et orientés vers des cliniques publiques, vers un système public qui s'est effondré.

Actuellement, le décret d'urgence nationale de lutte contre le Covid-19 du gouvernement espagnol envisage la possibilité que le système public de santé puisse utiliser des ressources privées, mais la mise en œuvre de ces mesures a été attribuée à chaque Communauté Autonome, ce qui garantit qu'elle sera très incohérente. Il faut garder à l'esprit que la constitution espagnole accorde divers degrés d'autonomie aux municipalités et aux provinces, ainsi qu'aux nations contenues dans l'État fédéral comme la Catalogne et le Pays Basque.

NBN : Peux-tu décrire la réponse politique officielle au Covid-19 dans ton pays, depuis les partis d'extrême droite et conservateurs jusqu'aux partis libéraux et sociaux-démocrates, et aux partis de gauche radicale le cas échéant.

LF : La manière dont cette crise sanitaire est gérée aura d'importantes implications politiques. Il y a quelques jours, le premier décret du gouvernement a été rendu public et contenait certaines des mesures que j'ai déjà mentionnées, mais il déclarait également l'état d'urgence.

Cette mesure spéciale permet à l'exécutif de prendre des initiatives politiques sans autorisation du Parlement pendant quinze jours. Le décret du Premier ministre Pedro Sánchez a donné des pouvoirs extraordinaires à la police, a accordé à l'armée un rôle de police intérieure et a concentré l'autorité gouvernementale dans quelques ministères, violant ainsi les droits des gouvernements autonomes et d'autres institutions. Ces actions constituent des risques énormes pour la démocratie, en particulier dans le contexte international autoritariste. Tout cela, ainsi que la fermeture des frontières, a bien sûr été applaudi par le Parti Populaire (conservateur) ainsi que par le parti d'extrême droite Vox. En ce moment, le bloc de droite concentre ses critiques sur la négligence du gouvernement et son retard à agir.

Dans le même temps, le gouvernement a publié un décret contenant des mesures économiques et sociales problématiques. Ce décret suspend la protection des travailleurs et permet de procéder plus rapidement à des licenciements collectifs temporaires. C'est cette mesure que les employeurs utilisent pour licencier des milliers et des milliers de travailleurs dans les entreprises qui ont fermé

pendant la quarantaine. Le gouvernement a proposé un moratoire sur les prêts immobiliers, mais il n'est pas question de suspendre le paiement des loyers. Cette mesure intervient dans un contexte où des centaines de milliers de personnes perdent leur emploi. La solution du gouvernement est de couvrir une partie des salaires avec de l'argent public, mais il n'a pas proposé de taxe extraordinaire sur les grandes entreprises.

NBN : Comment les syndicats ont-ils réagi à la crise ? En particulier les syndicats du secteur public, de l'éducation et de la santé ?

LF : Les principaux syndicats ont défendu les travailleurs contre les licenciements collectifs temporaires, mais les assemblées de travailleurs ne peuvent pas se tenir en raison des restrictions liées au confinement. Les syndicats dont les conventions collectives sont plus faibles ou qui ont moins d'influence auprès de leurs employeurs sont actuellement débordés. Des violations à grande échelle des droits des travailleurs sont en cours. Par exemple, de nombreuses entreprises obligent leurs employéEs à utiliser les jours de congés accumulés, ce qui est illégal. Et il y a des entreprises qui forcent leurs travailleurs à continuer à se présenter au travail sans tenir compte des menaces pour leur santé. Par exemple, cette pratique est très répandue dans certaines industries et dans le secteur manufacturier et a même provoqué des grèves spontanées dans certaines usines, ce qui les a contraintes à la fermeture.

Ailleurs, les travailleurs domestiques et les employéEs de supermarchés se retrouvent dans des conditions désastreuses, car ils doivent faire face à une augmentation considérable de leur charge de travail en pleine crise. Ces mêmes travailleurs souffrent de conditions de travail et de salaires extrêmement précaires, sans parler des risques pour leur santé.

NBN : Comment les mouvements sociaux (étudiants, féministes, écologiques, immigrés, indigènes, etc.) ont-ils réagi à la crise ?

LF : Nous sommes confrontés à de nombreuses difficultés dans les conditions actuelles de confinement général. Les militantEs aussi sont confinéEs, ce qui fait que le travail d'organisation s'exprime pour l'instant principalement à travers les réseaux sociaux. Cependant, il y a deux initiatives intéressantes. D'une part, des réseaux de soutien ont été mis en place pour les personnes qui ont besoin d'aide pour acheter de la nourriture ou pour s'occuper de leurs enfants. Nous n'avons pas encore fait le décompte total de ces expériences, mais de nombreux quartiers commencent à s'organiser de cette manière. D'autre part, dans différents secteurs sociaux, syndicaux et politiques, une campagne a été organisée sous le nom de « Plan de choc social » qui propose des mesures de défense des classes ouvrières et populaires pour éviter que la crise sanitaire ne se transforme en une nouvelle crise sociale et économique.

NBN : Un dernier commentaire sur l'impact de la crise du Covid-19 et sur son impact sur la politique nationale dans les semaines et les mois à venir ?

LF : La crise du Covid-19 a un impact sur les sociétés du monde entier, et son impact économique et social est évident, surtout si l'on considère que tous les économistes européens, de droite et de gauche, mettaient en garde contre une récession même avant l'épidémie. La fragilité du système financier est susceptible de précipiter une récession. Dans le cas de l'État espagnol, cela est très clair. Si le gouvernement poursuit ses politiques de dépenses publiques élevées sans prendre de mesures extraordinaires pour taxer les grandes entreprises afin de collecter des fonds, la dette publique augmentera et, comme en 2008, ils utiliseront une politique d'austérité pour la payer.

P.-S.

Interview de Laïa Facet, membre d'Anticapitalistas, section de la IV^e Internationale de l'État espagnol, par No Borders News.

Version française l'Anticapitaliste

Créé le Dimanche 22 mars 2020, mise à jour Lundi 23 mars 2020, 09:21 :

<https://npa2009.org/actualite/international/1000-morts-du-covid-19-dans-letat-espagnol-pas-de-fin-en-vue>